



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 411 en date du 19.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans
lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

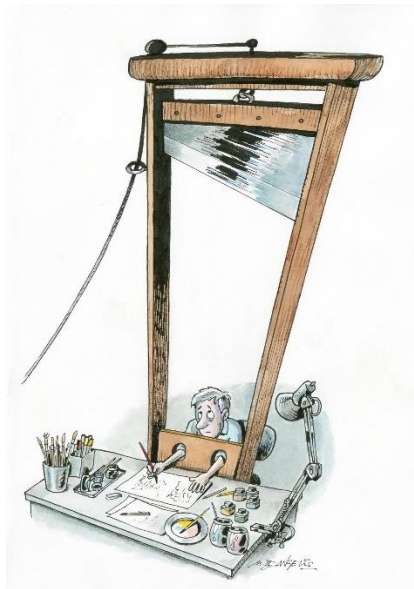
SOMMAIRE

- 1 – **DESSIN DE PRESSE** – « **Le couperet menace pour les dessinateurs de presse** »
- 2 – **ECOLE DE JOURNALISME** – « **Ecole supérieure de journalisme de Lille - Un Ivoirien au conseil d'administration** »
- 3 – **MEDIAS** – « **Les médias face à la "gratuité" de l'information** »
- 4 – **INFORMATION EN ALGERIE** – « **RSF : Le site d'information TSA bloqué** »
- 5 – **RADIO EN COTE D'IVOIRE** – « **Lancement d'*Africa Radio* qui remplace la panafricaine *Africa N°1*** »
- 6 – **JOURNALISTE AU MEXIQUE** – « **RSF : un sixième journaliste assassiné depuis le début de l'année** »
- 7 – **FRANCOPHONIE** – « **La Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo, a confié à Monsieur Thierry Marx la mission de Grand Témoin de la Francophonie lors de la prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques qui se dérouleront à Tokyo (Japon)** »
- 8 – **PARIS MATCH** – « **70 ans d'aventures et d'émotions** »
- 9 – **JOURNALISTES EN MOLDAVIE** – « **Crise politique en Moldavie : RSF appelle au respect des journalistes** »

1 – DESSIN DE PRESSE – « Le couperet menace pour les dessinateurs de presse »

<https://www.courrierinternational.com/dessin/le-dessin-du-jour-le-couperet-menace-pour-les-dessinateurs-de-presse>

Mercredi 12 juin 2019



Le couperet menace pour les dessinateurs de presse

Menacé par les atteintes à la liberté d'expression, le métier même de caricaturiste est en danger, selon de nombreux auteurs.

Comme l'Italien Marco de Angelis, de nombreux dessinateurs de presse se désolent ce 12 juin de la décision du *New York Times*, qui ne publiera plus aucune caricature dans les pages de son édition internationale à partir du 1^{er} juillet.

Mais comme le montre le cartooniste, les dessinateurs ne s'en prennent pas tous à l'emblématique quotidien américain. Ils s'insurgent plutôt contre les réactions entraînées par la publication par le journal d'un dessin du Portugais António Moreira Antunes.

Le dessin montre Donald Trump, coiffé d'une kippa, tenant en laisse le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, caricaturé en chien avec une étoile de David autour du cou. Il a soulevé une vague d'accusations d'antisémitisme qui a provoqué la décision du *New York Times*.

Dans ce climat qui correspond selon lui à une restriction de la liberté d'expression, le caricaturiste belge Pierre Kroll a estimé dans une interview accordée au *Soir* et reprise par *Courrier international* que son métier était "menacé et qu'il pourrait même disparaître".

2 – ECOLE DE JOURNALISME – « Ecole supérieure de journalisme de Lille - Un Ivoirien au conseil d'administration »
<https://fr.allafrica.com/stories/201906130440.html>

Mercredi 12 juin 2019

Par Ticulière

Le journaliste-écrivain, consultant en communication, expert et coach médias, Israël GUEBO est désormais membre du conseil d'administration de l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille.

Cette décision a été rendue publique, le mercredi 12 juin 2019.

Israël Guebo est le premier africain à rejoindre l'instance de gestion de la prestigieuse école française, depuis sa création en 1924.

Issu de la 85ème promotion (2009-2011) de l'ESJ de Lille, Israël GUEBO s'est bâti au fil des années une solide réputation.

Journaliste de talent, il a notamment prêté sa plume à Altermonde (2009-2010), la plateforme blog de France 24, l'Atelier des Médias de RFI (stage radio, 2011). Ainsi qu'à la rédaction web de TV5 Monde. Il y est pigiste, correspondant pour la Côte d'Ivoire de 2008 à 2013.

GUEBO est également patron de presse et formateur. Classe FM (web radio école), Avenue225 (programme d'initiation au web journalisme), Abidjan Daily News (site web d'actualités désigné 2e meilleure entreprise numérique ivoirienne en 2017) et IGY School (programme de formation et perfectionnement en écriture journalistique) sont quelques uns des projets qu'il a initiés à travers l'Afrique francophone.

En Côte d'Ivoire, ce sont plus 10 000 jeunes qu'il a ainsi formés ou accompagnés.



Israël Guebo

3 – MEDIAS – « Les médias face à la "gratuité" de l'information » **<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Les-medias-face-a-la-gratuite-de-l-information--28743980/>**

Mercredi 12 juin 2019

Par Zonebourse avec Reuters

Les entreprises de presse sont confrontées à des géants de la technologie et déstabilisées par un manque de confiance généralisé, mais leur réel problème est beaucoup plus profond : la plupart des gens ne veulent pas payer pour des informations en ligne, selon l'Institut Reuters.

L'accélération rapide de l'Internet mobile et des smartphones a révolutionné la diffusion de l'information et détruit les modèles économiques de nombreuses entreprises de presse au cours des 20 dernières années, entraînant une baisse des revenus, des licenciements et des prises de contrôle.

La migration massive de la publicité vers des géants technologiques américains tels que Facebook, Google et Amazon a fait grimper les revenus alors que plus de la moitié de la population mondiale a maintenant accès à l'information via une connexion Internet.

Mais les individus sont-ils vraiment prêts à payer pour cette information ?

L'Institut Reuters pour l'étude du journalisme (Reuters Institute for the Study of Journalism) souligne, dans son rapport annuel sur l'information numérique (Digital News Report) que la plupart des gens ne veulent pas payer pour l'information en ligne. Au cours des six dernières années, il n'a été constaté qu'une faible augmentation de la proportion de personnes disposées à le faire. Et même parmi ceux qui paient, il y a une "fatigue de l'abonnement", qui traduit leur réticence grandissante à payer plusieurs abonnements différents. S'il faut payer, beaucoup d'individus préfèrent le faire pour des films ou de la musique. Certaines entreprises de médias vont donc faire faillite.

"Une grande partie de la population est parfaitement satisfaite des informations auxquelles elle peut accéder gratuitement et même parmi ceux qui sont prêts à payer, la majorité d'entre eux ne sont prêts à s'abonner qu'une seule fois", a déclaré Rasmus Kleis Nielsen, directeur du Reuters Institute. "Beaucoup de gens sont vraiment étrangers au journalisme qu'ils voient - ils ne le trouvent pas particulièrement digne de confiance, ils ne le trouvent pas particulièrement pertinent et ils ne trouvent pas qu'il leur apporte beaucoup".

Alors que de nombreux médias ajoutent des paywalls et que certains voient augmenter le nombre d'abonnements numériques, la proportion de personnes payant pour des informations en ligne n'a guère changé, si ce n'est la hausse de "Trump bump" aux États-Unis en 2016/2017.

Outre-Atlantique, ceux qui paient pour de l'information en ligne sont probablement riches et diplômés : Le New York Times, le Wall Street Journal et le Washington Post s'en sortent bien dans le numérique. Pourtant, près de 40% des nouveaux abonnements numériques au New York Times concernent les mots croisés et la cuisine, selon l'Institut Reuters, qui cite un article de Vox.

En Grande-Bretagne, environ un tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir cherché à éviter l'information à cause du Brexit. Les partisans de la sortie de l'UE ont indiqué que l'actualité les attristait et qu'elle n'était pas forcément fiable. Il n'y a eu aucune poussée liée au Brexit.

"Si les organes d'information veulent aller directement à la rencontre des utilisateurs dans un environnement dominé par les plateformes, s'ils veulent convaincre les gens de payer pour leur journalisme, ils doivent convaincre les gens que le journalisme qu'ils publient a de la valeur pour eux, pour le public", ajoute Nielsen.

Netflix, Apple, Amazon

Alors qu'elles se battent pour obtenir des revenus, les entreprises de presse sont confrontées à une menace croissante de la part de fournisseurs de divertissement tels que Netflix, Spotify, Apple Music et Amazon Prime. *"Dans certains pays, la fatigue des abonnements peut également s'installer, la majorité préférant dépenser son budget limité en divertissement (Netflix/Spotify) plutôt qu'en actualités",* explique Nic Newman, chercheur associé principal à l'Institut Reuters. *"Il n'est pas surprenant que l'information arrive en queue de peloton par rapport à d'autres services tels que Netflix et Spotify, en particulier pour la plus jeune moitié de la population".*

Lorsqu'on leur a demandé quel abonnement aux médias ils choisiraient s'ils n'en avaient qu'un pour l'année suivante, seulement 7% des moins de 45 ans ont choisi l'information. Le rapport indiquait que 37% opteraient pour la vidéo en ligne et 15% pour la musique en ligne. Des agrégateurs attendent également dans les coulisses : Apple News+ offre un abonnement à prix unique pour accéder à des titres haut de gamme tels que TIME, The Atlantic, The New Yorker, Vogue, The Wall Street Journal ou le Los Angeles Times. Cela pourrait priver les éditeurs d'un lien direct avec les consommateurs, ce qui limiterait l'information dont ils disposent pour rendre la publicité ciblée plus efficace et utile.

"En dépit de plus grandes opportunités dans les contenus payants, il est très probable que la majorité des contenus fournis par les services d'information resteront gratuits et dépendants de la publicité à marge faible, un marché où les grandes plateformes technologiques détiennent la plupart des atouts", poursuit Newman.

L'Institut Reuters pour l'étude du journalisme est un centre de recherche de l'Université d'Oxford qui suit les tendances des médias. La Fondation Thomson Reuters, la branche philanthropique de Thomson Reuters, finance l'Institut Reuters.

4 – INFORMATION EN ALGERIE – « RSF : Le site d'information TSA bloqué »
<https://rsf.org/fr/actualites/le-site-dinformation-tsa-bloque-en-algerie-0>

Jeudi 13 juin 2019

Le site d'information TSA (Tout Sur l'Algérie) est inaccessible sur le territoire algérien depuis le mercredi 12 juin 2019 à 17h30. Reporters sans frontières s'interroge sur les raisons de ce blocage et réclame des explications aux autorités algériennes.

Dans un communiqué, le site *TSA*, considéré comme le premier média francophone du pays sur internet, a déclaré ne plus être accessible "via les adresses IP du site ce qui le rend invisible pour les lecteurs du territoire national". Le site demeure cependant accessible en dehors du pays.

"Le fait que TSA soit bloqué sur le seul territoire algérien laisse à penser à une censure de nature politique vu son ton critique envers les autorités, déclare Souhaieb Khayati directeur du bureau Afrique du Nord de RSF. Nous appelons les responsables compétents à mettre tout en oeuvre pour que le site d'information soit à nouveau accessible pour les algériens."

Pour rappel, *TSA* a été victime d'un blocage similaire en 2017.

L'Algérie est 141ème au Classement mondial de la liberté de la Presse 2019.



5 – RADIO EN COTE D’IVOIRE – « Lancement d’Africa Radio qui remplace la panafricaine Africa N°1 »

<https://actu.orange.fr/societe/media/cote-d-ivoire-lancement-d-africa-radio-qui-remplace-la-panafricaine-africa-n-1-CNT000001qgsFs.html>

Mercredi 12 juin 2019

Africa Radio qui remplace la défunte radio panafricaine Africa N°1, a effectué mercredi son lancement officiel dans un grand hôtel d’Abidjan en présence de nombreuses vedettes de la musique et de personnalités politiques.

" Une nouvelle radio africaine commence", a déclaré son pdg et actionnaire Dominique Guihot, soulignant que la radio avait vocation à émettre "de l’Afrique pour l’Afrique".

Jadis fleuron du Gabon, Africa N°1, créée en 1981 et touchant 20 millions d’auditeurs dans une vingtaine de pays africains, est en redressement judiciaire depuis 2011.

Africa Radio entend surfer sur ce passé "patrimoine culturel africain" tout en étant ouvert à la jeunesse.

"Le centre de gravité de la radio", actuellement basée à Paris va être "transféré vers Abidjan" qui accueillera prochainement une "rédaction panafricaine", a ajouté M. Guihot promettant des embauches dans un futur proche.

La nouvelle radio entend s’établir dans les 17 grandes capitales d’Afrique francophones. Elle a déjà obtenu une fréquence au Congo, avant Dakar (Sénégal), Yaoundé (Cameroun) et Ouagadougou (Burkina Faso).

Parmi les actionnaires de la nouvelle radio, on retrouve Salif Traoré, dit A'Salfo, leader du groupe ivoirien Magic System, l’ex-Premier ministre et homme d’affaires franco-bénois Lionel Zinsou, le franco-sénégalais Momar Nguer, responsable du Marketing du groupe français Total, Jean-Michel Severino, ex-directeur général de l’Agence française de développement (AFD), ainsi que l’artiste "vitrine" de la radio Manu Dibango, salué par une ovation mercredi.

De nombreuses personnalités étaient présentes au lancement notamment des chanteurs de toutes les générations de Aicha Koné et Bailly Spinto à Claire Bahi ou DJ Kerozen.

En 2006, la Libye - dont le leader Mouammar Kadhafi avait des vellétés panafricaines - avait pris 52% de participation dans Africa N°1 avec l’ambition de diffuser ses émissions dans toute l’Afrique, sur différentes fréquences en plusieurs langues. Ces engagements n’ont jamais été tenus.

Le redressement judiciaire d’Africa N°1 au Gabon ne concerne pas la société Africa Media, en France, qui produit le programme Africa N°1 Paris et concourt au programme international d’Africa N°1.

6 – JOURNALISTE AU MEXIQUE – « RSF : un sixième journaliste assassiné depuis le début de l'année »

<https://rsf.org/fr/thematique/internet>

Vendredi 14 juin 2019

Après l'assassinat de la journaliste Norma Sarabia Garduza dans l'Etat du Tabasco et le kidnapping de Marco Miranda Cogco dans l'Etat du Veracruz, tous deux survenus le 12 juin 2019, Reporters sans frontières (RSF) demande aux autorités fédérales mexicaine de prendre des mesures urgentes pour renforcer la protection des journalistes dans le pays.

La journaliste **Norma Sarabia Garduza** (46 ans) a été froidement assassinée le soir du 12 juin 2019 à Huimangillo, dans l'Etat du Tabasco (sud-ouest du pays). Elle était en train de discuter avec un membre de sa famille, sous le porche devant son domicile, lorsqu'une voiture s'est immobilisée devant la maison et des individus cagoulés ont ouvert le feu avant de prendre la fuite.

Spécialiste de la rubrique criminelle et policière, Norma Sarabia Garduza travaillait pour de nombreux journaux de la région, dont *Cambio de Puebla*, *Sol del Sureste*, le site *Presente.mx* ou encore le quotidien *Tabasco Hoy*, pour lequel elle écrivait depuis 20 ans.

Héctor Tapia, directeur de *Tabasco Hoy* a déclaré après le drame que Norma Sarabia Garduza avait déjà reçu des menaces liées à ses articles. En 2014 notamment, après avoir publié une série de révélations impliquant des policiers du Tabasco dans un kidnapping, elle avait porté plainte auprès des autorités fédérales contre Héctor Tapia Ortiz et Martín Leopoldo García de la Vega, respectivement directeur et directeur-adjoint de la police municipale de Huimangillo, et demandé des mesures de protection. Une enquête avait alors été ouverte mais classée sans suite en 2016. Le Mécanisme fédéral de protection des journalistes n'avait à l'époque pas jugé ces menaces crédibles. Contacté par RSF, le porte-parole du Parquet du Tabasco Ricardo Jaciel Rivera a affirmé qu'aucune plainte récente pour menaces ne lui avait été signalée.

"La possible implication de représentants du pouvoir local du Tabasco dans cette odieuse exécution justifie que la FEADLE (ndlr- le parquet spécial pour la surveillance des délits commis contre la liberté d'expression) se saisisse de l'enquête, réclame Emmanuel Colombié, directeur du bureau Amérique latine pour RSF. "Par ailleurs, face au déferlement de violences contre la presse depuis l'investiture du président Andrés Manuel Lopez Obrador, dont au moins 8 assassinats de journalistes, le gouvernement mexicain doit de toute urgence prendre des mesures pour renforcer la protection des journalistes dans le pays, et plus particulièrement dans les Etats contaminés par le crime organisé et la corruption, comme le Veracruz et le Tabasco."

Ce même 12 juin aux alentours de 08h30, dans l'Etat voisin du Veracruz, **Marco Miranda Cogco**, journaliste pour *Notiver*, *Televisa* et fondateur de la page d'informations *Noticias A Tiempo* était kidnappé par deux individus cagoulés alors qu'il accompagnait son fils à l'école. Il a été retrouvé dix-sept heures plus tard, hagard, seul au bord d'une route avec des traces de violences corporelles. Pendant les longues heures de sa disparition, son épouse a indiqué à la presse locale que son mari avait reçu des menaces de la part d'Eric Cisneros Burgos, le ministre de l'Intérieur de l'Etat du Veracruz. Celui-ci aurait proposé à Marco Miranda Cogco des pots-de-vin pour qu'il publie des articles positifs sur lui, faute de quoi il "*savait ce qui allait lui arriver*"; une proposition que Marco Miranda Cogco avait refusé... Il venait de publier des informations compromettantes impliquant là encore des agents du gouvernement local du Veracruz. Sa protection ainsi que celle des membres de sa famille doivent être la priorité des autorités fédérales et locales.

Norma Francisco Romero Diaz est la 6ème journaliste assassinée en 2019 au Mexique, après Francisco Romero Diaz, Telésforo Santiago Enríquez, Jesús Eugenio Ramos Rodríguez, Rafael Murúa Manríquez et Santiago Barroso.

Ce nouveau meurtre confirme que le Mexique est le pays le plus meurtrier du monde pour la profession.

Le Mexique est classé au 144e rang sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2019 publié par RSF.

7 – FRANCOPHONIE – « La Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo, a confié à Monsieur Thierry Marx la mission de Grand Témoin de la Francophonie lors de la prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques qui se dérouleront à Tokyo (Japon) »

<https://www.francophonie.org/CP-SG-Thierry-Marx-grand-temoin-jeux-Tokyo-49781.html>

Vendredi 14 juin 2019

La Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo, a confié à Monsieur Thierry Marx la mission de Grand Témoin de la Francophonie lors de la prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques qui se dérouleront à Tokyo (Japon) du 24 juillet au 9 août et du 25 août au 6 septembre 2020.



A titre de Grand Témoin de la Francophonie, Thierry Marx s'attachera à encourager l'usage et la visibilité du français dans le cadre des Jeux afin de s'assurer que les services linguistiques offerts aux athlètes, aux officiels, aux journalistes et plus largement au grand public soient effectivement en français conformément à la Charte Olympique qui lui confère le statut de langue officielle du mouvement olympique aux côtés de l'anglais.

Dans cette perspective, le Grand témoin s'appuiera sur les relations solides établies avec le Comité international Olympique (CIO), l'Association francophone des comités nationaux olympiques (AFCNO), ainsi que le Conseil de la promotion de la Francophonie qui réunit les ambassadeurs francophones du pays hôte.

L'Olympisme s'articule autour de valeurs fondamentales largement partagées par l'Organisation internationale de la Francophonie que sont « l'excellence en donnant le meilleur de soi, l'amitié conduisant à la solidarité et le respect mutuel ». Elles trouvent toutes leur expression à travers le parcours exigeant de Thierry Marx, un grand chef gastronomique de renommée mondiale et une personnalité engagée en faveur de la jeunesse.

Cet évènement majeur que constituent les Jeux Olympiques et Paralympiques est attractif par le spectacle, le rêve, l'exemple universel de partage qu'il donne notamment aux plus jeunes.

C'est une occasion unique de mettre en lumière l'action de la Francophonie pour la promotion de la diversité et du multilinguisme et dans un cadre plus large promouvoir le sport comme levier puissant de développement durable et d'autonomisation des jeunes et des femmes, cibles principales des actions de l'OIF, en faveur de leur inclusion économique et sociale.

Thierry Marx est le neuvième Grand Témoin de la Francophonie. Dans cette mission, il succède à Fleur Pellerin (PyeongChang 2018), à Manu Dibango (Rio 2016), Hélène Carrère d'Encausse (Sotchi 2014), Michaëlle Jean (Londres 2012), Pascal Couchepin (Vancouver 2010), Jean-Pierre Raffarin (Pékin 2008), Lise Bissonnette (Turin 2006) et Hervé Bourges (Athènes 2004).

L'OIF compte 88 États et gouvernements : 54 membres, 7 membres associés et 27 observateurs.

Contacts Presse : media@francophonie.org

8 – PARIS MATCH – « 70 ans d'aventures et d'émotions »

<https://www.parismatch.com/Culture/Medias/Paris-Match-70-ans-d-aventures-et-d-emotions-1629912>

Jeudi 12 juin 2019

Pour son 70e anniversaire, Paris Match a voulu partager avec tous ses lecteurs son enthousiasme journalistique et son goût de l'exploit avec un numéro exceptionnel, en vente dès jeudi.

A sa naissance, Paris Match avait l'ambition d'être le plus grand journal de photos du monde, de dépasser même « Life » et « Look ». Pour relever ce défi, nous allions nous emparer de toute l'aventure humaine. Dans sa gravité comme dans sa légèreté. Diên Biên Phu serait en couverture mais aussi Brigitte Bardot, notre « petite fiancée ». Hors des clivages idéologiques, Match ne montrerait pas seulement l'actualité, le magazine raconterait ceux qui la font. Dans chaque numéro, petite histoire des citoyens expliquerait la grande histoire des peuples. Nous ne voulions pas seulement faire défiler un tapis roulant d'images, mais raconter les émotions qui les accompagnent. En quelques années, Match a inventé une formule et un style.

Passer du noir au blanc, du féminin au masculin, des émeutes aux tapis rouges. Les photographes et reporters de Match sont devenus des personnages. On les retrouvait même chez Hergé, auprès de Tintin. Certains portaient le smoking, d'autres enfilait le treillis, quelques-uns sont morts en première ligne. Ils sont entrés dans notre légende et nous ont fait entrer dans l'histoire de la presse française. Le choc de leurs photos et le poids des mots qui les accompagnaient ont transformé notre aventure en un succès durable. Match a toujours été un journal libre car il se vend à ses lecteurs et non pas à des puissances discrètes, commerciales ou publiques.

Paris Match demeure fidèle à la promesse de ses fondateurs

Soixante-dix ans se sont écoulés. Paris Match demeure fidèle à la promesse de ses fondateurs qui voulaient un journalisme de terrain, recherchant la vérité des faits. 3 657 numéros plus tard, il est devenu un média global qui se décline sur les réseaux sociaux et l'écran des mobiles.

Hier, la télévision nous a fait peur. Mais aucun média ne tue jamais son prédécesseur. La photo, aujourd'hui langage universel, n'avait pas éliminé la peinture, et le journal de 20 heures n'a pas effacé Match. Nous demeurons, au coin de la rue comme à l'autre bout du globe, les témoins de notre époque. La révolution numérique a changé les règles du jeu. Tout le monde se croit journaliste. On n'informe plus, on s'exprime.

Dans le brouhaha médiatique où un lapsus, une fausse nouvelle reviennent en boucle, notre mission est d'être un repère de confiance, une source d'information fiable et vérifiée. Bienvenue dans ce numéro anniversaire qui est la conclusion des sept hors-séries consacrés aux décennies de Paris Match. Une plongée dans notre temps et ses problématiques, à commencer par la plus pressante : le défi environnemental.

Plus qu'une célébration, la rédaction de Match a voulu à travers ces pages partager avec tous ses lecteurs son enthousiasme journalistique et son goût de l'exploit comme celui d'envoyer notre logo dans l'espace. Nous avons réuni nos deux monstres sacrés, Delon et Belmondo pour une séance photo émouvante qui célèbre l'amitié. Et nous sommes partis dans le sillage de Macron et Trump sur les plages du Débarquement. Au Vatican pour une audience exclusive avec le pape François. A Washington avec Christine Lagarde, au Cap chez Frederik De Klerk, dans les coulisses d'un concert à Belfast avec Bono. David Foenkinos nous trace le portrait d'une Sophie Marceau – l'actrice préférée des Français – triomphante en Asie.

Un autre défi fut d'envoyer une vingtaine d'équipes de photographes et de reporters en immersion pour nous faire vivre un jour en France. Ils ont pris le pouls d'un pays en mouvement et en questionnement. Car, aujourd'hui comme hier, Paris Match se veut le reflet de son époque et l'album des Français.

Retrouvez le numéro exceptionnel de Paris Match, en vente dès jeudi.



9 – JOURNALISTES EN MOLDAVIE – « Crise politique en Moldavie : RSF appelle au respect des journalistes »

<https://rsf.org/fr/actualites/crise-politique-en-moldavie-rsf-appelle-au-respect-des-journalistes>

Vendredi 14 juin 2019

Par RSF

Alors que la Moldavie traverse une grave crise politique, les attaques se multiplient contre les journalistes qui tentent de couvrir les manifestations. Reporters sans frontières (RSF) appelle toutes les forces politiques à la responsabilité et au respect de la liberté de la presse.

Coups, insultes, intimidations, bris de matériel : les attaques contre les journalistes se multiplient en marge des manifestations politiques à Chisinau, la capitale. Pas moins de seize d'entre eux ont été pris à partie entre le 7 et le 9 juin seulement, et de nouveaux incidents continuent de se produire. La plupart des victimes cherchaient à couvrir le rassemblement du Parti démocrate devant le siège du ministère de l'Intérieur.

La rédaction d'Agora.md a ainsi annoncé le 8 juin qu'elle suspendait sa couverture en direct de l'événement du fait de "l'agressivité" qu'elle rencontrait sur place. Une autre manifestation est convoquée le 16 juin dans le centre de Chisinau, à l'appel cette fois de l'alliance ACUM-Parti socialiste.

"Nous appelons l'ensemble des forces politiques à faire le nécessaire pour endiguer cette vague de violence, déclare Johann Bihr, responsable du bureau Europe de l'Est et Asie centrale de RSF.

Les médias doivent pouvoir couvrir les manifestations pour remplir leur mission d'intérêt général : ceux qui les organisent et les forces de l'ordre ont la responsabilité de veiller à la sécurité des journalistes. La banalisation des attaques ne pourrait qu'installer un climat de censure et d'intimidation."

Après des élections législatives non concluantes, deux gouvernements rivaux se font face en Moldavie depuis le 8 juin et s'accusent mutuellement d'avoir usurpé le pouvoir.

Sur fond de polarisation politique et de captation des médias par les oligarques, le pays a perdu dix places au Classement mondial de la liberté de la presse publié par RSF en 2019 : il s'établit désormais à la 91e position sur 180 pays.